l'union

16 Provinces

Moyen-Ogooué/Département de l'Ogooué et des Lacs/Vie des partis/Dans la perspective des consultations électorales

Le PDS s'implante en terre migovéenne pour galvaniser les troupes

Esaïe NDILOROUM

Lambaréné/Gabon

EN vue d'occuper le terrain rationnellement et efficacement, dans la perspective des prochaines échéances électorales, le Parti pour le développement et la solidarité sociale (PDS) de Me Séraphin Ndaot Rembongo a installé, il y a quelques semaines sur l'esplanade de la mairie de Lambaréné, les responsables de cette formation politique dans la province du Moyen-Ogooué. La délégation, comprenant une dizaine de membres du bureau exécutif venus de Port-Gentil et Libreville, était conduite par la coordonnatrice nationale des femmes, Edwige Badjina. Dans son mot de bienvenue à la délégation, la vice-coordinatrice provinciale du Moyen-Ogooué, Mireille Simbouwé Nyamba a estimé qu'il est temps et opportun de galvaniser les troupes et de les maintenir en éveil en vue des futures batailles électorales. Elle a ensuite décliné le programme de la journée : compte rendu des actes du Dialogue politique, tenu à Libreville du 12 avril au 26 mai, le PDS ayant pris une part active



La délégation du PDS à Lambaréné était conduite par la coordinatrice nationale, Edwige Badjina.

à ces assises ; installations des cellules et coordinations provinciale, communale et d'arrondissements. Et enfin, célébration en différé de la fête des mères.

Le secrétaire exécutif, Hervé Angwé s'est alors chargé de faire à l'assistance le compte rendu du Dialogue politique, soulignant même que ces travaux enregistrent déjà "des avancées". Il a, en réalité, répondu à la grande question que tout monde se pose : "quelles sont les retombées du Dialogue politique au sortir de cette rencontre de haut niveau?"

"Nous avons le droit de vous partager ce que nous avions discuté et retenu au Dialogue politique, chaque fois que l'occasion se présente. Il s'agissait de discu-



Le secrétaire exécutif, Hervé Angwé, installe l'un des responsables du parti dans la province...

... sous le regard des autres militants.

ter des réformes institutionnelles et obtenir du scrutin uninominal majoritaire, qui était d'un tour à deux tours. Ce qui nous permet d'espérer une alternance un jour au niveau du pouvoir. Nous avons revisité les institutions de la République qui traitent de la problématique des élections dans notre pays. Il s'agit de la cour constitutionnelle, du ministère de l'Intérieur et de la Cenap (Commission nationale autonome et permanente, ndlr). Nous avons aussi obtenu le retrait à ces institutions le pouvoir de proclamation des élections au bénéfice

du Centre gabonais des élections (CGE). C'est-àdire que la Cour constitutionnelle, le ministère de l'Intérieur et la Cenap ne vont plus jamais proclamer les élections chez nous. Alors, c'est une avancée et une raison de plus pour ne plus contester les élections dans notre pays", a indiqué M. Angwé. Précisant, à cet effet, que le problème des élections au Gabon n'est pas tant sur le mode du scrutin ou du nombre de mandats, mais qu'il se trouve au niveau des institutions de la République qui sont en charge de l'organisation et de la proclamation des résultats.

RECONNAISSANCE• Par la suite, les responsables des cellules et de coordinations provinciales, communales et d'arrondissements ont été installés. Avant de recevoir, à tour de rôle, une écharpe orange, une tige de fleur rose écarlate et des brochures du règlement intérieur, du statut et du mémento du PDS.

Dernier temps fort de la journée, la distribution de cadeaux à chaque femme présente sur le site : un paquet contenant des ustensiles de cuisine, plats, plateaux, un litre d'huile, du sel, des bijoux, parures, parfum et un sac de

La coordinatrice nationale des femmes en a profité pour expliquer, à travers ce geste, la reconnaissance du président du parti à l'endroit de ces compatriotes pour le rôle inestimable qu'elles jouent dans l'équilibre des familles et des sociétés. Edwige Badjina a par ailleurs exhorté ses sœurs Bâtisseuses à demeurer dans le PDS et à ratisser large autour d'elles. "Ne restez pas les bras croisés, nous avons un président fabuleux et dynamique, qui connaît la valeur des femmes et veut nous pousser à aller chercher notre place sous le soleil, au même titre que les hommes. Je vous encourage à être toujours socialistes et à ramener vos sœurs qui sont encore indécises, pour nous rejoindre afin d'aller plus loin et plus haut", a-t-elle lancé.

Ngounié/Département de Tsamba-Magotsi/Fougamou/Gestion du parc national de Waka

Des idées de projets identifiées

Willy NDONG

Libreville/Gabon

LA ville de Fougamou, dans le département de Tsamba-Magotsi, a abrité du 26 au 27 septembre 2017, l'assemblée générale d'identification et de validation des projets communautaires, suivie du renouvellement du bureau exécutif du parc national de Waka. Cette AG, présidée par Patrick-Daniel Abagha Ollomo, directeur adjoint de la communication, chargé des relations communautaires de l'Agence nationale de la préservation de la nature (ANPN), entre dans le cadre de la mise en œuvre du programme Ecosystèmes forestiers d'Afrique centrale (Ecofac), qui apporte un soutien aux communautés locales, dans la mise en œuvre de projets, mais également le fonctionnement de la structure de gouvernance locale

Dans son allocution, Abagha Ollomo a défini le



Les animateurs de la réunion ont édifié...

contexte de mise en place du CCGL, en expliquant qu'il découle «d'une disposition réglementaire, précisément des articles 18 et 45 de la loi n°003/2007 du 27 août 2007 relative aux parcs nationaux. Mais également, des conventions internationales en matière d'implication des communautés locales.»

Il a, par ailleurs, mentionné l'appui du programme Ecofac de l'Union européenne (UE) dans la mise en œuvre dudit atelier, ainsi que d'autres activités.

Quant au préfet du département de Tsamba-Magotsi, Michel Matsakassa, il a exhorté les participants à s'impliquer pleinement dans les travaux qui devaient conduire au renouvellement de l'instrument de gestion du parc. Il a également rappelé l'importance que les plus hautes autorités accordent au fonctionnement de cette structure, d'autant qu'elle permet le développement de l'arrière-pays, à travers la réalisation des orientations et stratégies sociopo-

litiques et économiques du

Gabon. Au cours de cette AG, différentes idées de projets ont été identifiées avec la plate-forme villageoise, parmi lesquelles l'agriculture, la vannerie, la pêche artisanale et la production du miel.

Au terme de l'assemblée générale, cinq membres ont été désignés par consensus du bureau exécutif du Comité consultatif de gestion locale (CCGL) du Parc national de Waka. Ainsi, Estelle Mamouandza Ma Nzambe en assure la présidence. Elle sera secondée de Bruno Mavoua-Mavoua vice-président) et Olivier

Kombi (2e vice-président).



... les participants sur l'importance du parc.